

# Tendances conjoncturelles

## 1<sup>er</sup> trimestre 2018

### LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À WALLIS-ET-FUTUNA

#### Légère contraction de l'activité économique

Moteur de l'économie du Territoire, la consommation des ménages se replie légèrement. Après une bonne orientation au cours de l'année 2017, l'activité économique se contracte au premier trimestre. Cette baisse de la consommation des ménages impacte l'activité du secteur privé, les importations de biens d'équipements sont en repli sur trois mois après un quatrième trimestre 2017 rendu exceptionnel par l'importation de matériel en lien avec l'installation du câble haut débit. Néanmoins des signes positifs viennent atténuer ce constat. En effet, l'emploi progresse grâce au secteur public, l'inflation est par ailleurs contenue puisque seuls les prix de l'énergie augmentent en attendant de nouvelles baisses du prix l'électricité prévues par la péréquation tarifaire. Par ailleurs, l'encours du financement bancaire enregistre une croissance sur le trimestre.

#### CONJONCTURE RÉGIONALE :

D'après les perspectives économiques régionales en Asie-Pacifique du FMI, la croissance économique de la région devrait s'établir à 5,6 % en 2018 et 2019. Les perspectives économiques de la région restent solides, et l'Asie-Pacifique devrait rester le moteur de la croissance économique mondiale.

Après +2,4 % en 2017, la croissance du PIB en Australie au premier trimestre 2018 est soutenue à +1,0 % (+3,1 % en glissement annuel), tirée par la consommation des ménages (+0,3 %), les dépenses du gouvernement (+1,6 %), l'investissement (+0,5 %) et le rebond des exportations (+2,4 %, après -1,5 % au quatrième trimestre 2017). La Banque Centrale d'Australie prévoit une croissance de 3,0 % en 2018, puis 3,3 % en 2019.

Au quatrième trimestre 2017, la croissance du PIB en Nouvelle-Zélande est moins élevée que prévu, révisée à 0,6 % en raison notamment d'une saison particulièrement chaude qui a limité la production laitière. Néanmoins, la consommation des ménages (+1,3 %) et l'investissement des entreprises (+2,1 %) rebondissent. La croissance économique ralentit à 2,9 % en 2017, contre 4,0 % en 2016.

En Inde, la croissance du PIB a ralenti en 2017 (+6,6 % contre + 7,1 % en 2016), notamment en raison de problèmes liés à la mise en œuvre de la nouvelle taxe sur les biens et services et du fait de l'impact de la démonétisation intervenue en fin d'année 2016. La démonétisation - décrétée par le gouvernement dans le but de lutter contre l'évasion fiscale et d'intégrer une partie du secteur informel dans le secteur bancaire - a entraîné la perte de valeur légale des valeurs les plus élevées (billets de 500 et de 1 000 roupies). D'après le FMI, l'Inde aura la croissance économique la plus forte de la région, dépassant celle de la Chine, en 2018 (+7,4 %) et 2019 (+7,8 %).

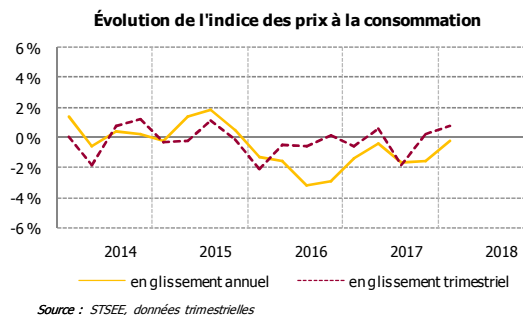
La croissance économique indonésienne s'élève à 5,1 % en 2017 ainsi qu'au premier trimestre 2018. Celle-ci est essentiellement tirée par la consommation des ménages (+4,9 %), les investissements privés (+4,8 %), les dépenses du gouvernement (+2,7 %) et les exportations nettes (+3,0 %).

*Sources : Statistique Nouvelle-Zélande, Bureau Australien des Statistiques (BAS), FMI, Banque Centrale d'Australie (RBA), Ministère des Finances Indonésienne*

## Hausse modérée de l'indice des prix

L'indice des prix progresse légèrement au premier trimestre 2018 (+0,8 %). Seul poste connaissant une variation significative, l'énergie voit ses prix augmenter de 6,1 % en raison de la hausse du prix de l'électricité et du gaz. Les prix des biens alimentaires observent une nouvelle augmentation de 1 % en raison du rattrapage du prix du pain et des céréales (+4,7 %).

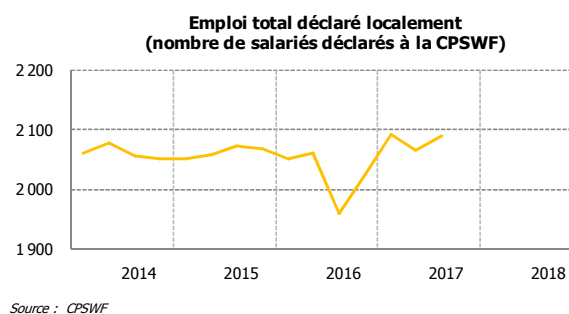
En rythme annuel, l'indice global est relativement stable (-0,2 %). Les tendances observées au cours des trimestres précédents se confirment, les prix de l'alimentation et des produits manufacturés augmentent (+2,6 % et +1,5 % respectivement) et sont compensés par la baisse des prix de l'énergie (-10,3 %) en raison de la péréquation tarifaire. Les prix des services sont en léger repli (-0,6 %).



## Progression de l'emploi public

Selon les dernières données disponibles, à fin septembre 2017, 2 090 salariés sont déclarés à la CPSWF contre 2 065 à fin juin 2017, soit une hausse de 1,2 %. Cette croissance est plus marquée en glissement annuel, +6,7 %.

À fin septembre 2017, on dénombre 1 302 salariés dans le secteur public soit une augmentation de 4 % par rapport au trimestre précédent (+6,6 % par rapport à fin septembre 2016). Le secteur privé connaît une baisse trimestrielle (-3,1 %) après trois trimestres consécutifs de hausse, l'emploi privé est ainsi en croissance annuelle avec 788 salariés contre 737 un an auparavant (+6,9 %). Tous les postes du secteur privé sont en repli trimestriel, le secteur du commerce dénombre 261 salariés (-2,6 %), celui des services 382 salariés (-2,8 %). Les effectifs secteurs de l'industrie et de l'artisanat ainsi que du bâtiment se réduisent également (-5,4 % et -3,3 % respectivement). Ces évolutions ne se traduisent pas en rythme annuel puisqu'à l'exception du secteur du commerce qui est stable, tous les postes sont en croissance.

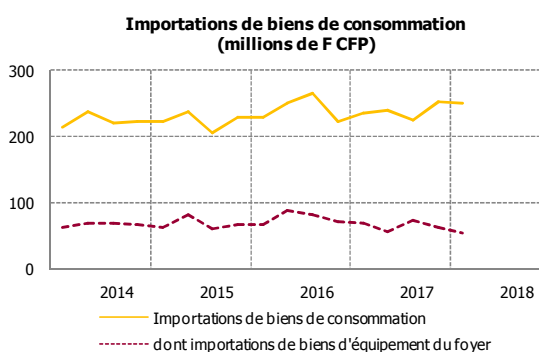


La hausse de l'emploi public et la baisse de l'emploi privé réaffirment la prédominance du secteur public sur le Territoire qui représente, en septembre 2017, 62,3 % de l'emploi salarié local. Pour rappel, ces données ne prennent pas en compte les fonctionnaires non déclarés à la CPSWF.

## Léger repli de la consommation des ménages

Les importations de biens de consommation sont en baisse de 1,0 % au premier trimestre 2017 et s'élèvent à 249 millions de F CFP (CVS). Les importations d'articles d'habillement et de biens d'équipement du foyer décroissent en effet (-17,7 % et -13,4 % respectivement, données CVS). En glissement annuel, les importations de biens de consommation progressent en revanche de 6,1 % (CVS).

Le nombre d'immatriculations de véhicules de tourisme neuf est en repli au premier trimestre 2018 (-13,3 %, données CVS). Cette tendance se confirme en glissement annuel, avec une baisse de 3,8 % (CVS).<sup>1</sup>



Signe de ce repli, l'encours des crédits à la consommation rompt sa tendance haussière et se replie au premier trimestre 2018 (-1,3 %) pour la première fois depuis 2015. Cet encours s'accroît néanmoins sur un an (+3,6 %), pour s'établir à 1,5 milliard de F CFP, en raison de la forte augmentation au deuxième trimestre 2017 (+13,1 %). Les crédits à l'habitat continuent de se résorber (-21,5 % en variation trimestrielle et -43,2 % en glissement annuel), ils ne représentent plus que 74 millions de F CFP à la fin du premier trimestre 2018.

À fin mars 2018, le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire progresse par rapport au quatrième trimestre 2017 (8 personnes de plus, soit une augmentation de 3,7 %). Cette évolution ne se confirme pas en glissement annuel (-8,9 %). Après s'être établi à un niveau historiquement bas au quatrième trimestre 2017, le nombre d'incidents de paiement par chèque connaît un regain, on dénombre ainsi 97 incidents au premier trimestre 2018 contre 86 au trimestre précédent (+12,8 %). En glissement annuel, le nombre d'incidents est divisé par deux (184 incidents au premier trimestre 2017).

<sup>1</sup> Les évolutions concernant les immatriculations sont à analyser avec précaution en raison du faible nombre d'immatriculations.

## Ralentissement de l'investissement des entreprises

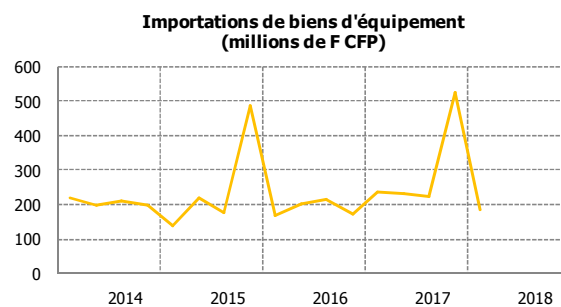
Après la forte augmentation du quatrième trimestre 2017, en lien avec l'installation du câble, les importations de biens d'équipement ralentissent au premier trimestre 2018 (-64,7 %, -14,4 % sur un an). Ces importations s'élèvent à 170 millions de F CFP au premier trimestre.

Les immatriculations de véhicule utilitaires sont en augmentation trimestrielle (+29,3 %, données CVS) et se stabilisent sur l'année (+0,2 %, CVS).

Malgré cette baisse des importations, l'encours du financement bancaire (regroupant les crédits d'investissement et d'exploitation) rebondit pour s'élever à 688 millions de F CFP, soit une hausse de 7,3 %, l'octroi de ces nouveaux crédits laisse ainsi présager de nouveaux investissements à l'avenir.

Stable depuis 2013, le nombre de personnes morales en interdiction bancaire s'élève à 16 au 31 mars 2018.

Le taux de créances douteuses brutes des entreprises poursuit sa tendance baissière (-0,8 pt sur le trimestre), il atteint ainsi son plus faible niveau (5,4 %).



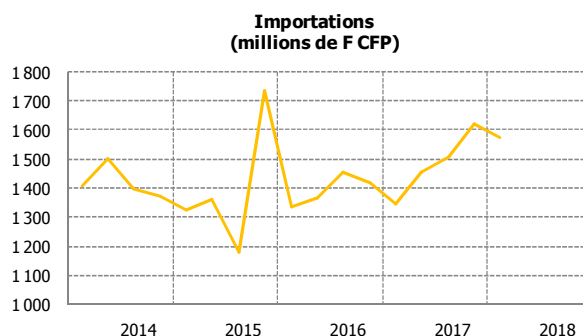
Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

## Des importations en baisse au premier trimestre

Les importations totales se replient au premier trimestre 2018. Elles s'élèvent à 1 574 millions de F CFP (-3,0 %, données CVS). Ce repli ne se traduit pas en glissement annuel (+19,4 %, données CVS).

La baisse des importations de biens d'équipements et de biens intermédiaires explique principalement ce repli total, en effet, ces deux postes s'établissent à 771 millions de F CFP (dont 379 millions de matériel en lien avec l'installation du câble) au quatrième trimestre 2017 contre 397 millions au premier trimestre 2018 (CVS). Ces deux postes sont donc en net recul (-48,6 %, données CVS). Principal poste, les importations de produits issus des industries agricoles et alimentaires sont stables (+0,8 %, données CVS) et s'élèvent à 326 millions de F CFP.

Malgré cette baisse des importations au premier trimestre, les droits de douanes et taxes d'entrée sont en augmentation, ces deux recettes douanières s'établissent à 301 millions de F CFP, (+5,5 %, données CVS). Elles sont en revanche stables en glissement annuel (+0,3 %, CVS).



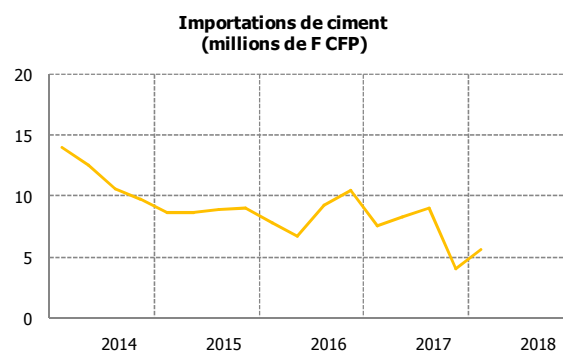
Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

## LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ

### Le secteur du BTP poursuit sa reprise

La tendance se confirme pour le secteur du BTP qui voit son activité en hausse au premier trimestre 2018. Les importations de ciment sont en effet en augmentation trimestrielle (+39,6 %, données CVS). Elles s'élèvent à 5,7 millions de F CFP. Cette reprise est néanmoins fragile en lien avec la faiblesse du marché de la construction, ces importations restent ainsi à un niveau plancher et sont en baisse annuelle de 23,6 %, CVS.

Le nombre d'employés est de 58 en septembre 2017 contre 60 en juin 2017, malgré cette légère baisse trimestrielle, l'emploi a considérablement augmenté en glissement annuel (+13,7 %).



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

## Ralenti de l'activité commerciale

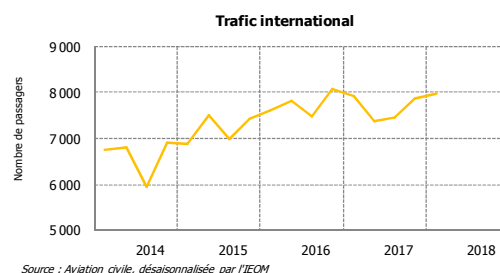
L'activité commerciale marque le pas au premier trimestre 2018, conséquence du repli de la consommation des ménages. Si les importations de produits alimentaires progressent faiblement (+0,8 %, données CVS), les importations de biens de consommation sont en repli (-1 %, données CVS) par rapport au quatrième trimestre 2017, elles s'établissent à 249 millions de F CFP. Les importations de biens d'équipement du foyer et d'articles d'habillement sont en effet en repli (-13,4 % et -17,7 % respectivement, données CVS). Les importations de biens de consommation sont toutefois en croissance annuelle (+4,3 %, données CVS).

L'agrandissement d'un supermarché à Wallis avec l'ouverture d'un nouveau lieu de vente est prévu dans les mois à venir, ce qui pourrait favoriser l'activité commerciale.

## Stabilité de la fréquentation du Territoire

Alors que le nombre de passagers enregistrés au départ des vols internationaux est en progression au quatrième trimestre (+1,4 %, données CVS), le trafic intérieur est quant à lui en recul (-1,0 %, données CVS). En glissement annuel si le trafic international se stabilise (-0,4 %, CVS) le trafic intérieur est quant à lui en recul (-3,4 %, CVS).

Au total, on dénombre 11 437 passagers au premier trimestre. Ce total se décompose en 7 967 passagers sur les vols internationaux, et 3 470 sur les vols intérieurs (données CVS).



### LA CROISSANCE MONDIALE DEVRAIT RESTER SOUTENUE

L'affermissement de l'activité économique mondiale observé au second semestre 2017 devrait se poursuivre en 2018. Selon les « Perspectives de l'économie mondiale » du FMI, la croissance mondiale progresserait de 3,9 % tant en 2018 qu'en 2019. Les aléas pesants sur les perspectives à court terme étant plus ou moins équilibrés, le FMI a laissé inchangées ses projections par rapport aux prévisions de janvier 2017.

Aux États-Unis, l'activité progresse moins rapidement au premier trimestre 2018 : elle s'établit à +2,2 % en glissement trimestriel annualisé (après +2,9 % au trimestre précédent) sous l'effet d'une modération de la consommation des ménages, des investissements, des dépenses publiques et des exportations. Sur l'année, le FMI table toutefois sur une croissance de +2,9 % en 2018 puis +2,7 % en 2019.

Selon Eurostat, le PIB de la zone euro a ralenti au premier trimestre 2018 (+0,4 % après +0,7 % au quatrième trimestre 2017), bien que le chômage soit à son plus bas niveau depuis fin 2008 et alors que l'inflation a atteint +1,4 %, en glissement annuel, en mars 2018. Pour la Commission européenne, l'activité devrait rester dynamique en 2018 à +2,3 %, avant de ralentir légèrement en 2019 (+2,0 %).

En France, selon les estimations publiées par l'INSEE, la croissance devrait s'essouffler en début d'année : +0,2 % au premier trimestre 2018, après +0,7 %. Les dépenses de consommation des ménages sont quasi-stables (+0,1 % après +0,2 %) tandis que la formation brute de capital fixe (FBCF : +0,2 % après +0,9 %) décélère nettement. En dépit de ces prévisions, le FMI anticipe une croissance de +2,1 % pour l'année 2018.

Le Japon a enregistré au premier trimestre une contraction de son PIB (-0,6 % en rythme annualisé), en raison d'un ralentissement de la consommation des ménages et des investissements. Sur l'année, la croissance devrait s'élever à +1,2 % (+0,9 % en 2019).

S'agissant des perspectives, la croissance des pays avancés s'établirait à 2,5 % en 2018, soit 0,2 point de plus qu'en 2017, et 2,2 % en 2019. Les pays émergents et en développements continueraient de porter l'essentiel de la croissance mondiale, bien qu'en Chine la croissance fléchirait légèrement, de 6,9 % en 2017 et 6,6 % en 2018 à 6,4 % en 2019.

Sources : FMI, INSEE, Eurostat, BEA – données arrêtées à la date du 14 juin 2018

L'analyse de conjoncture économique locale fournie dans cette note trimestrielle s'appuie sur l'exploitation d'indicateurs macroéconomiques disponibles. Une partie des données fait l'objet d'un traitement pour les corriger des variations saisonnières (CVS).

Les annexes statistiques sont téléchargeables sur le site [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr).

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr)

Directeur et responsable de la publication : S. ATTALI - Éditeur et imprimeur : IEOM  
Achevé d'imprimer : juillet 2018 - Dépôt légal : juillet 2018 - ISSN 1968-6277